

<http://www.snetap-fsu.fr/Languedoc-Roussillon-boycott-des.html>



Languedoc-Roussillon : boycott des conseils d'administration

- En Région -

Date de mise en ligne : vendredi 4 juillet 2014

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Suite au [CTREA](#) du 19 juin boycotté et à la [déclaration proclamée](#), les CA de Nîmes, Carcassonne et Montpellier n'ont pu se tenir faute de quorum.

Ci-joint différentes déclarations :

Déclaration au CA du 27 juin 2014 [LEGTPA](#) Marie Durand

Oui ! à une priorité à l'Éducation

Oui ! à une priorité à l'Enseignement Agricole Public.

Oui ! au respect des procédures d'affectation des personnels.

Oui ! au respect des notes de service tels que :

le dédoublement systématique au-delà du 21^e élève dans les cours de langues conformément à la Note de Service de la rentrée 2014.

Oui ! au respect de la réglementation, dans le respect du protocole et au rétablissement des conditions de travail et de salaires définies par ce protocole.

Oui ! à une clarification des rémunérations au sein de la FCPA.

Oui ! à une transparence sur les dotations en personnels, sur le nombre d'[ETP](#).

Oui ! à un véritable dialogue loyal et sincère à l'égard des personnels.

Stop ! aux nombreux postes manquants, aux non remplacements des agents en congé formation, en arrêt maladie.

Stop ! au mépris face à l'investissement des personnels et des équipes.

Stop ! aux décisions unilatérales.

Stop ! aux pressions exercées sur les contrats et conditions de travail.

Alors, au-delà de toutes les promesses non tenues, ici ou là, on nous parle, de dialogue social rénové, de concertation mais ce dialogue est une vaine chimère à laquelle nous ne croyons PLUS.

En conséquence, aujourd'hui, nous décidons de ne pas siéger à ce CA.

Rodilhan, le 27 juin 2014

Déclaration SNETAP - [FSU](#) - Conseil d'administration [EPL](#) Lozère 23 juin 2014

Lors de son dernier Conseil Syndical Régional, la section régionale du syndicat SNETAP FSU a pris la décision de boycotter le Conseil Technique Régional de l'Enseignement Agricole du jeudi 19 mai 2014. À cette occasion, une vingtaine de personnes représentant les différents établissements de la Région se sont réunis pour dénoncer qu'au-delà des mensonges, des contrevérités, des promesses n'ont tenues, les personnels s'interrogent sur la validité et les finalités d'un dialogue social mainte fois annoncés.

La section départementale du SNETAP FSU, totalement solidaire de cette action régionale tient à rappeler qu'elle restera vigilante au bon fonctionnement des instances locales de concertation et de décision.

Pour la section syndicale Lozère
Joël Pitt

Déclaration au Conseil d'Administration de l'[EPLEFPA](#) de Carcassonne du 23 juin 2014

Oui ! à une priorité à l'Éducation.

Oui ! à une priorité à l'Enseignement Agricole Public.

Oui ! à une égalité de traitement des agents lors de réussite au concours.

Oui ! au respect des procédures d'affectation des personnels, notamment des contractuels.

Oui ! au respect des notes de service tels que :

- le dédoublement systématique au-delà du 21e élève dans les cours de langues conformément à la Note de Service de la rentrée 2014,
- l'attribution des heures de laboratoire de langues dans le respect de la note de service Mayajur.
- L'attribution des missions des personnels, et en particulier des professeurs TIM.

Oui ! au respect de la réglementation, dans le respect des personnels et de leurs investissements.

Oui ! à une transparence sur les dotations en personnel, sur le nombre d'ETP. Nous demandons depuis des années les ratios de dotation des personnels administratifs qui ne nous sont jamais communiqués. Nous avons perdu plus de 8 postes administratifs ces dernières années et on nous annonce encore 6 postes en surnombre.

Oui ! à un véritable dialogue loyal et sincère à l'égard des personnels.

Stop ! aux nombreux postes manquants, aux non remplacements des agents en congé formation, en arrêt maladie.

Stop ! au mépris face à l'investissement des personnels avec des contrats de remplacement arrêtés au 31 mai.

Stop ! aux décisions unilatérales. Le [BTS](#) TC qui était gelé apparaît fermé et les classes sont regroupées dans la filière professionnelle.

Stop ! à la souffrance au travail des agents.

La rentrée 2014 se prépare, celle de 2015 est en chemin, les personnels sont inquiets faute de réponses claires et restent mobilisés.

Alors, au-delà des promesses non tenues, ici ou là, on nous parle, de dialogue social rénové, de concertation mais ce dialogue est une vaine chimère à laquelle nous ne croyons PLUS.

En conséquence, aujourd'hui, nous décidons de ne pas siéger.

Déclaration au Conseil d'Administration de l'EPLFPA PERPIGNAN ROUSSILLON du 26 juin 2014

Oui ! à une priorité à l'Éducation

Oui ! à une priorité à l'Enseignement Agricole Public.

Oui ! à une égalité de traitement des agents lors de réussite au concours.

Oui ! au respect des procédures d'affectation des personnels.

Oui ! au respect des notes de service tels que :

le dédoublement systématique au-delà du 21e élève dans les cours de langues conformément à la Note de Service de la rentrée 2014,

à l'attribution des heures de laboratoire de langues dans le respect de la note de service Mayajur.

Oui ! au respect de la réglementation, dans le respect des personnels et de leurs investissements.

Oui ! à une transparence sur l'utilisation des crédits de remplacements.

Oui ! à une transparence sur les moyens financiers accordés aux EPL en difficulté.

Oui ! à une transparence sur les dotations en personnel, sur le nombre d'ETP.

Oui ! à un véritable dialogue loyal et sincère à l'égard des personnels.

Stop ! aux nombreux postes manquants, aux non remplacements des agents en congé formation, en arrêt maladie.

Stop ! à un recours au code rural au gré des circonstances...(classe préparatoire à l'intégration, licenciement d'un chef d'exploitation...).

Stop ! au mépris face à l'investissement des personnels, des équipes.

Stop ! aux décisions unilatérales.

Alors, au-delà de toutes, des promesses non tenues, ici ou là, on nous parle, de dialogue social rénové, de concertation mais ce dialogue est une vaine chimère à laquelle nous ne croyons PLUS.

En conséquence, aujourd'hui, nous décidons de ne pas siéger.